



HAL
open science

L'Italie de Matteo Renzi

Marc Lazar

► **To cite this version:**

Marc Lazar. L'Italie de Matteo Renzi. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2015, pp.12. hal-03595735

HAL Id: hal-03595735

<https://sciencespo.hal.science/hal-03595735>

Submitted on 3 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ITALIE DE MATTEO RENZI

10 FÉVRIER 2015

Marc Lazar, directeur du Centre d'histoire de Sciences Po

LES GRANDES LIGNES

Matteo Renzi, arrivé à la présidence du Conseil italien à trente-neuf ans, se présente comme un homme neuf, mais il avait déjà une expérience politique, notamment comme maire de Florence, sa ville natale.

Se défiant de Rome, il s'est entouré de ses amis florentins, qui lui sont tout dévoués, ainsi que de d'hommes et de femmes plutôt jeunes, qui tranchent dans une république traditionnellement gérontocratique.

Volontiers populiste, il entend « mettre à la casse » l'ancienne classe politique et s'adresser directement au peuple, en court-circuitant les corps intermédiaires, syndicats et patronat compris.

Renzi incarne le prototype des leaders pour lesquels gauche et droite sont dépassées. Il s'inspire de Tony Blair. On le compare souvent à Silvio Berlusconi, « affaires » en moins, maîtrise de Tweeter en plus.

Il a un projet politique : rallier le centre droit au centre gauche pour forger un Parti démocrate à son service, qui gouvernerait l'Italie pour très longtemps.

Matteo Renzi est peut-être en passe de réussir la réforme du Sénat ; il a lancé la réforme électorale qui devrait permettre de dégager une majorité de gouvernement. S'il réussit, cela serait une avancée historique.

Son bilan économique et social est plus mitigé. Beaucoup d'annonces. La promesse de réformer en cent jours, puis en mille, puis de mettre « le turbo ». Peu de réalisations.

Cet activisme verbal commence à lasser l'opinion. La popularité du président du Conseil est en baisse, bien qu'elle avoisine toujours les 50%.

Dans la situation très difficile de l'Italie, les défis sont considérables. La question de savoir si Matteo Renzi a l'étoffe d'un homme d'État pour les affronter reste ouverte.

Matteo Renzi, c'est « un cas ». Il est arrivé à la présidence du Conseil italien le 22 février 2014. Auparavant, le 8 décembre 2013, il avait gagné largement les primaires du Parti démocrate, dont il est devenu secrétaire, poste qu'il cumule désormais avec celui de chef du gouvernement. Il est donc au Palais Chigi, l'équivalent romain de l'hôtel de Matignon, depuis près d'un an. Cet homme fascine, intrigue ou suscite en Italie une assez forte hostilité, dont on ne se rend pas bien compte en France. Le *Trombinoscope* l'a élu « Européen de l'année ». On peut même aller plus loin : après vingt ans de phénomène Berlusconi, on est en train de voir émerger un phénomène Matteo Renzi. Qui est cet homme et quelle est sa méthode de travail ? Quel type d'homme politique représente-t-il en Italie et en Europe ? Est-il vraiment un homme d'État ?

L'HOMME ET SA MÉTHODE

Né le 11 janvier 1975, ce Florentin a donc quarante ans. Il a réussi à se présenter comme un homme neuf en politique. Une expression a marqué ses débuts : la *rottamazione*, autrement dit la « mise à la casse » de toute la classe politique traditionnelle, comme on se débarrasse de vieilles voitures. Mais cet homme neuf - mystification réussie - a, en fait, commencé sa carrière politique dix-neuf ans plus tôt dans les rangs du centre gauche. En 1996, il anime à Florence les comités de soutien à Romano Prodi, lequel remporte cette année-là sa première victoire sur Silvio Berlusconi. Renzi rejoint ensuite une petite formation, le Parti populaire italien, issu de la Démocratie chrétienne. Il ne vient donc pas de la famille communiste, qui est l'une des composantes du Parti démocrate. En 2004, à moins de trente ans, il est élu président de la province (département) de Florence et gagne cinq ans plus tard les élections primaires locales contre le candidat désigné par la direction du Parti démocrate. Il apparaît chaque fois comme l'outsider par rapport à la vieille garde du Parti démocrate. Il conquiert la mairie de Florence en 2009. Son action municipale, au bilan assez mitigé, se caractérise déjà par une intense communication médiatique. En 2012, il se présente aux primaires du centre gauche, destinées à choisir le leader de la coalition en perspective des élections de 2013. Il est opposé au secrétaire du Parti démocrate, Pier Luigi Bersani. Malgré une campagne dynamique, Matteo Renzi perd l'élection, mais il a marqué la primaire. Cela lui permet de revenir en force. En février 2013, les législatives ne donnent pas de majorité claire. Une situation de grande incertitude en résulte. Le président Giorgio Napolitano accepte un deuxième mandat pour essayer de sortir l'Italie d'une situation inextricable et appelle Enrico Letta comme président du conseil d'un gouvernement de coalition. Affaibli, Bersani démissionne quelques mois plus tard. Une nouvelle primaire est organisée pour désigner le secrétaire du parti. Matteo Renzi la remporte haut la main. À la fin de 2013, Après avoir envoyé à Letta, fin 2013, un tweet célèbre - « *Enrico, stai sereno* » (« Enrico, sois tranquille ») - il le pousse dehors en février 2014 et se fait nommer président du Conseil.

Matteo Renzi est doté d'un vrai flair politique. Au-delà de son apparence de grand communicateur, c'est un homme très secret. Il insiste beaucoup sur le fait qu'il a été scout. Son entourage, à Rome, réunit ses amis florentins de jeunesse, hommes et femmes, qui lui sont tout dévoués. Cet entourage s'est un peu élargi, mais sa communication, par exemple, est faite par trois personnes, dont lui-même. Il a une immense suspicion vis-à-vis de la capitale. Il se méfie des salons romains. Son mode de fonctionnement reste marqué par son expérience politique, celle d'avoir toujours été un outsider.

LE PROTOTYPE DU LEADER POST-IDÉOLOGIQUE

Au-delà du cas italien, Matteo Renzi est le prototype du leader engendré par la montée en puissance de ce que certains universitaires appellent, après le politologue Bernard Manin, qui a forgé l'expression, « la démocratie du public ». On parle aussi de démocratie de l'opinion (*democracy of audience*). C'est l'idée selon laquelle les partis sont moins importants, les grandes cultures politiques s'estompent et donc le rôle du leader devient essentiel du fait d'une volatilité plus importante de l'électorat. Renzi n'est ni le premier ni le seul. Il y a eu Tony Blair, Nicolas Sarkozy, Silvio Berlusconi. À partir de 1994, quand Berlusconi est entré en politique, tout a été chamboulé. La communication a pris une importance fondamentale après des décennies de partis de masse autrefois très puissants dans la société italienne, mais qui ont progressivement décliné, parfois jusqu'à disparaître.

Des traits communs avec Berlusconi

La comparaison avec Berlusconi est souvent faite par les adversaires de Renzi, en particulier sur sa gauche. Il y a des traits communs : la manière de se présenter comme un homme nouveau, la mise en avant systématique de sa propre personne, le soin apporté à son apparence physique dans le but de marquer une rupture avec la classe politique traditionnelle. Ainsi, lors de son discours d'investiture au Sénat, pour la première fois dans l'histoire de la République italienne, il a parlé sans notes et les mains dans les poches, ce qui a scandalisé son auditoire. Comme Berlusconi, c'est une bête de télévision, sa communication est incessante, avec une bonne dose de populisme. Les deux hommes ont encore en commun la volonté de parler directement aux électeurs en ignorant tous les corps intermédiaires, dont les syndicats de salariés et la Confindustria, l'organisation patronale, qui approuve pourtant certaines de ses propositions. Il y a aussi le goût de la provocation, le désir d'agir vite (*il fare*, le faire) et l'exaltation d'une certaine fierté nationale. Matteo Renzi joue énormément de cette fibre-là : l'Italie peut avoir un rôle d'avant garde en Europe, elle peut montrer l'exemple avec ses réformes, etc.

Néanmoins, il y a des différences notables entre Berlusconi et lui. D'abord l'âge : Renzi a quarante ans, Berlusconi presque le double. Dans un pays gérontocratique, c'est fondamental. Puis l'utilisation permanente des réseaux sociaux : Berlusconi est l'homme de la télévision, Renzi celui de la télévision, de Tweeter et de Facebook. Au début de la formation du gouvernement, il tweete pendant son entretien de deux heures avec le président Napolitano. Ou encore, alors qu'un naufrage dramatique vient de se produire en Méditerranée avant les élections européennes, il lance cette phrase : « L'Union européenne protège les banques mais fait mourir les enfants. » Il passe un temps considérable sur Tweeter. Autres différences essentielles, l'absence de conflits d'intérêts – il n'est pas milliardaire - et l'engagement européen. Enfin, le positionnement au centre gauche, alors que Berlusconi était au centre droit.

Un vrai professionnel de la politique

Si l'on retient l'idée que Renzi représente un leader de la démocratie du public, on voit que, non seulement il s'engage dans un processus de personnalisation et de médiatisation de la politique, mais il se veut pragmatique, post-idéologique. Plus, en tout cas, que Manuel Valls, avec qui il a des rapports assez étroits. Certes, il a fait adhérer le Parti démocrate au Parti socialiste européen. Mais il est sur la même position de son mentor, Tony Blair. Pour lui, le clivage gauche-droite est dépassé. Ce qui compte à ses yeux, c'est l'antagonisme opposant les réformateurs aux conservateurs, les modernes aux anciens, les innovateurs aux traditionalistes. Il se fonde là-dessus pour essayer de restaurer la confiance chez les Italiens. Une large partie d'entre eux nourrit une forte défiance envers les institutions et la classe politique traditionnelle. Matteo Renzi en joue tout en se comportant en professionnel de la politique.

Car c'est un vrai leader politique. Il a repris en mains sa formation. Le Parti démocrate est issu de la transformation de l'ancien Parti communiste italien et d'une alliance avec d'ex-démocrates chrétiens. Sitôt arrivé à la tête du parti, en décembre 2013, Renzi a décapité littéralement toute la vieille garde. Il a fait monter une nouvelle génération de fidèles, hommes et femmes, qui lui sont dévoués. Il tente de faire la même chose au sein de son gouvernement. Il est en train de forger un parti à son service. Le politologue et journaliste italien Ivo Diamanti dit que le PD (Parti démocrate) est devenu le PDR (Parti de Renzi). Cette personnalisation est en train de passer à tous les niveaux du parti. Celui-ci n'a plus rien à voir avec l'ancien Parti communiste. Il a beaucoup moins d'adhérents et la structure territoriale est différente. Renzi place ses hommes et femmes à la tête de toutes les fédérations pour en faire le parti du secrétaire et, aujourd'hui, du président du conseil.

De l'instinct

Renzi a un instinct politique exceptionnel, une capacité à saisir dans l'instant les opportunités qui se présentent. Il a beaucoup choqué en recherchant l'alliance avec Berlusconi pour régler la question, essentielle selon lui, de la loi électorale et du changement du Sénat. En Italie, on parle d'un pacte secret entre eux. Sans doute y a-t-il des éléments, en particulier pour protéger un Berlusconi touché par les affaires judiciaires ainsi que son groupe médiatique.

Matteo Renzi sait « tuer » ses concurrents. Il a écarté la vieille garde du Parti démocrate. Mario Monti dont le mouvement est en train de rallier le Parti démocrate, a disparu. Le nouveau président du Conseil a réussi le renouvellement du chef de l'État. Pour succéder à Giorgio Napolitano, il est allé chercher un vieux démocrate chrétien, Sergio Mattarella. C'est un petit chef d'œuvre politique : il a su rassembler tout son parti, alors que les oppositions internes étaient fortes, à mettre en difficulté Silvio Berlusconi et ses amis, à faire exploser Forza Italia et à choisir un homme respectable, qui ne devrait pas le gêner trop. Il y a quelques années, Mattarella avait écrit que le président de la République devait avoir un rôle strictement limité au respect du droit, ce sur quoi il est d'ailleurs très compétent. De plus, le nouveau président est inconnu en Europe, ce qui permet à Renzi d'avoir une dimension internationale.

Un projet

Enfin, Renzi a un projet politique. Profitant de sa popularité lorsqu'il arrive au Palais Chigi en février 2014 et de son extraordinaire succès aux élections européennes (41% des suffrages), il s'efforce de faire en sorte que son parti occupe un vaste espace allant de la gauche au centre. Il marginalise l'aile gauche de son parti et vampirise toutes les petites formations centristes. Il parie sur la faiblesse et la déchéance personnelle de Berlusconi. Il récupère de plus en plus de parlementaires issus du mouvement Cinq étoiles de Beppe Grillo qui reste cependant à un niveau élevé d'intentions de votes (aux alentours de 20%). Il couvre un espace considérable en pensant que son seul vrai adversaire est dorénavant la Ligue du Nord, dirigée par Matteo Salvini. Ce dernier est lui-même en train d'évoluer. Il essaie de recomposer le centre droit en s'inspirant du Front national français. Il souhaite sortir de son périmètre lombard, piémontais et vénète pour percer vers le Sud de l'Italie. C'est une opération très difficile, que Marine Le Pen suit de très près. Elle a même envoyé un représentant sur place pour aider Matteo Salvini. Matteo Renzi veut constituer un Parti démocrate qui gouvernerait l'Italie pour très longtemps. Il y aurait un grand centre gauche et pratiquement pas d'adversaire. Quand on voit à quel point le paysage politique traditionnel est bousculé, on est tenté de dire : « Chapeau l'artiste ! »

UN HOMME D'ÉTAT ?

À son actif, on peut retenir que Matteo Renzi a identifié un certain nombre de grands problèmes, d'enjeux pour l'avenir de l'Italie, avec plus d'efficacité dans la communication que ne l'avaient fait avant lui Mario Monti et Enrico Letta à la présidence du Conseil. Il a mis au cœur de ses discours la croissance, le chômage, notamment des jeunes et des femmes, le pouvoir d'achat, la faible compétitivité et productivité des entreprises, la situation désastreuse de l'école publique, de la justice, de l'administration, le poids de la fiscalité, le fléau de la corruption. Il a peu parlé du Mezzogiorno, du désastre démographique de l'Italie, quasiment jamais du retard abyssal de l'université et de la recherche italiennes dans la compétition internationale.

Au début, il avait annoncé des réformes en cent jours, qui sont devenus mille jours. Après le changement de président de la République, il a déclaré vouloir « mettre le turbo » pour les réformes. On peut distinguer deux grandes sortes de chantiers : d'une part sur le plan politique, de l'autre sur le plan économique et social.

Réforme du Sénat

Sur le plan politique, Renzi s'est attaqué à deux réformes fondamentales. La plus avancée est celle du Sénat. Elle a pris plus de temps qu'il ne le souhaitait. L'Italie est le seul pays de l'Union européenne à bicamérisme intégral. Les deux chambres sont élues au suffrage universel. Il faut avoir vingt-et-un ans pour élire le Sénat, dix-huit pour la Chambre des députés. Les deux chambres ont le même pouvoir et le

président du Conseil doit obtenir la confiance de chacune d'elles. Ce système avait été mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour marquer la rupture avec le système fasciste. Mais il était contesté depuis le milieu des années 1960. Matteo Renzi change la donne, avec le soutien de Giorgio Napolitano, qui juge ce système dépassé.

Le nombre des sénateurs passerait de 315 à 100 membres (74 conseillers régionaux, 21 maires et cinq personnalités désignées par la présidence de la République). Ils seraient, non pas élus par le peuple, mais choisis par les conseillers régionaux en fonction de la démographie. Leurs pouvoirs seraient plus limités et ils ne toucheraient pas d'indemnité¹. La réduction des coûts est l'un des chevaux de bataille de Renzi. Le président du Conseil n'aurait plus à se présenter devant le Sénat. En dépit de résistances très fortes, Renzi a réussi à faire passer cette réforme dans son propre parti. C'était particulièrement difficile de faire accepter par les sénateurs de se suicider en direct. Il y est parvenu en jouant sur différents registres, en particulier en promettant à certains sénateurs de leur laisser la possibilité de devenir députés. La pression de l'opinion publique était telle que les sénateurs ont dû accepter la réforme. Cette dernière est maintenant devant la chambre des députés. Si le processus va jusqu'à son terme, cette réforme est historique. On en parlait depuis quarante ans.

Réforme de la loi électorale

La loi électorale actuelle est à l'origine de la situation de 2013, où il n'y avait pas de majorité. Ce vers quoi on irait – c'est un des contenus du pacte avec Berlusconi - est un système fondé sur une série de circonscriptions électorales, dans lequel un parti a immédiatement une majorité de 290 sièges à la Chambre des députés s'il dépasse les 3% et obtient 40% des suffrages au premier tour. S'il n'atteint pas les 40%, un deuxième tour oppose les deux seules listes arrivées en tête au premier tour. Le concepteur de cette réforme, Roberto D'Alimonte, a beaucoup insisté sur le fait que le grand avantage de cette loi, si elle se fait, serait d'assurer une majorité de gouvernement.

Il y a encore beaucoup de chemin à faire, mais ces deux réformes politiques sont sans doute les plus importantes de celles que Matteo Renzi est en train de réaliser. C'est un élément important sur lequel il joue au niveau européen. Comme Mario Monti et Enrico Letta avant lui, il dit aux autorités de la Commission européenne, à la Banque centrale européenne et à Angela Merkel : « Nous ne demandons pas la charité ; c'est parce que nous faisons des réformes importantes que vous devez changer la politique économique de l'Union. »

1. Les parlementaires italiens, au Sénat, à la Chambre des députés ou au Parlement européen, sont les mieux rémunérés de l'Union européenne. C'est un argument dont avait usé Beppe Grillo contre « la caste ».

Engagements économiques et sociaux

Sur le registre des questions économiques et sociales, c'est plus compliqué. Depuis un an, le président du Conseil a clairement annoncé qu'il respecterait les règles européennes : 3% de déficit public (l'Italie est en-dessous) ; l'engagement de réduire la dette, actuellement supérieure à 134% du PIB. Et cela tout en affirmant qu'il fallait changer la politique européenne d'austérité pour privilégier la croissance. Réduire la dette et maintenir le déficit sous les 3% suppose de continuer ce qu'avait commencé Mario Monti de manière drastique, extrêmement dure pour l'Italie. Autrement dit, réduire les services publics dans un pays où ils sont déjà en fort mauvais état. Cela a conduit à des situations très difficiles, notamment dans la santé, l'école publique et l'université.

Une mesure a beaucoup marqué, car très habilement mise en place : l'attribution de 80 euros par mois aux ménages gagnant moins de 25 000 euros annuels. Introduite en avril, cette disposition s'est concrétisée sur les bulletins de salaire en mai, soit lors des élections européennes. Renzi a annoncé que cette mesure serait perpétuée en 2015 et devrait l'être après.

La deuxième grande réforme engagée est celle du marché du travail. Elle propose plus de facilités de licenciement et moins de possibilités de réintégration. Le fameux article 18 du statut des travailleurs, imposé par les grandes mobilisations syndicales des années 1960 et 1970, protégeait considérablement les salariés contre les licenciements et facilitait leur réintégration. Depuis une vingtaine d'années, on évoque la nécessité d'abroger cet article. Matteo Renzi l'a contourné. Il propose des contrats à durée indéterminée, notamment pour les jeunes, mais après trois ans de CDD. Cela donne, selon lui, la possibilité à des entreprises de tester les capacités des salariés qu'on embauche. Au bout de trois ans, ces derniers obtiennent un CDI, avec des garanties sociales qui augmentent au fur et à mesure des années passées dans l'entreprise. Cette réforme a été adoptée dans la douleur. La Confédération générale italienne du travail (CGIL), syndicat le plus proche du Parti communiste et donc du Parti démocrate, a mené des grèves assez suivies. Mais Renzi n'a pas cédé. Il a déclaré que, certes, un million de personnes étaient descendues dans la rue, mais que 60 millions d'Italiens étaient restés chez eux. À la responsable syndicale qui l'accusait d'agir comme Tony Blair, il a répondu, dans une vidéo improvisée, qu'il ne connaissait pas Tony Blair, mais qu'il savait qui était Luca, 25 ans, en recherche d'emploi, ou Lucia, qui a dû cesser de travailler après son premier enfant... Un tel message a fait passer la CGIL pour anachronique.

Cette réforme est liée au projet politique de Matteo Renzi. Son électorat cible est celui qui vient des petites entreprises, des artisans et commerçants, qui votaient Berlusconi ou Ligue du Nord. Aux élections européennes, le Parti démocrate a obtenu beaucoup de voix dans des régions qui ne lui étaient pas acquises auparavant. Le président du Conseil avait promis la réforme du marché du travail. Il a toujours affirmé s'intéresser à ceux qui sont *out* plutôt qu'à ceux qui sont *in*, à ceux qui sont hors du marché du travail plutôt qu'à ceux qui sont protégés. On estime que 120 000 à 130 000 jeunes fortement diplômés quittent l'Italie faute de travail. Depuis quatre ans, deux migrations ont repris : celle des méridionaux vers le Nord et celle des qualifiés vers le reste du monde (États-Unis, Angleterre, Allemagne, France).

Chantiers annoncés

Matteo Renzi a aussi annoncé une série d'allègements de taxes sur les petites entreprises, le remboursement de dettes considérables de l'administration publique aux entreprises, la modernisation de l'administration publique, des dispositions en faveur de l'économie sociale, des mesures pour l'école, la titularisation des enseignants précaires, des aides à la recherche du premier emploi. On annonce aussi une réforme sur les banques populaires et une autre sur la fiscalité.

Un flou demeure sur la couverture financière de toutes ces réformes. Une taxe sur les rentes financières les plus élevées a été instaurée. On ne sait pas bien ce qu'elle rapporte. Autre mesure à forte charge symbolique, les revenus des managers du secteur public ont été plafonnés à 450 000 euros par an. Un certain nombre de biens de l'État ont été mis en vente. Les voitures officielles n'ont pas vraiment trouvé preneurs. Les promesses de réduction des dépenses publiques doivent s'appliquer à toutes les administrations.

Il reste à savoir quelle est l'effectivité de ces réformes. Pour celle concernant le marché du travail, il manque les décrets d'application. Il en va de même pour beaucoup des mesures envisagées. En outre, on ne se rend pas compte de l'incroyable capacité de résistance d'une administration italienne pléthorique et sclérosée. À sa tête, des directeurs expliquent en permanence aux ministres que ce qu'ils demandent est absolument impossible. L'Italie se caractérise par un empilement sans équivalent de lois et de textes réglementaires, y compris européens, qu'il convient de respecter. Établir des décrets d'application prend un temps fou. Renzi, qui contrôle tout son gouvernement, en est conscient. Le seul moyen de vaincre la résistance de l'administration est, pour lui, de s'adresser à l'opinion.

Bilan mitigé

Le bilan effectif de Matteo Renzi, sans parler de sa présidence de l'Union européenne, semble assez mitigé. Des chantiers ont été ouverts. Mais il y a encore peu de réalisations qui aient bouleversé la vie des Italiens. La situation économique du pays reste très difficile. L'Italie a terminé 2014 avec un recul de 0,4% du PIB. Elle est en récession. Le chômage n'a jamais été aussi élevé. Avec 203 000 chômeurs en plus depuis l'accession au pouvoir de Renzi, on en est à 3 470 000, soit 13,6% de chômeurs, 46% des jeunes (plus de 60% dans le Sud), 62% des femmes dans le Sud. Selon l'Istat, équivalent italien de l'Insee français, 10% de la population sont en situation de pauvreté ; un million de personnes de plus de 70 ans et un million et demi de jeunes souffrent de la faim ; deux jeunes sur trois de moins de trente-cinq ans vivent chez leurs parents. Cela a une incidence sur la démographie. Le mariage est de plus en plus tardif. La moyenne d'âge des femmes accouchant de leur premier enfant est de trente-neuf ans en Italie contre vingt-neuf ans en France. Ces femmes n'arrivent pas à réintégrer le marché du travail après la naissance du premier enfant.

Toutes ces difficultés expliquent la situation délicate que traverse Matteo Renzi d'autant que le Pacte avec Berlusconi est, pour le moment, remis en cause après l'élection du Président de la République et que tous les opposants de Renzi essayent de ralentir la réalisation des des réformes du Sénat et de la loi électorale. Le climat politique est très tendu ces jours-ci. Depuis quelques mois, sa popularité, bien que toujours élevée (autour de 50%), décline. Il a bénéficié néanmoins d'un petit regain après l'élection du nouveau président de la République par le Parlement. Il faudra suivre les prochains sondages. Les prévisions 2015 sont un peu plus favorables, mais beaucoup de chantiers restent à mener pour sortir le pays de la longue crise dans laquelle il est plongé. Plusieurs affaires mettent en cause le président du Conseil. La presse cherche à savoir ce qu'il y a derrière les apparences, quel type d'accord a été passé avec Berlusconi. Renzi a aussi commis l'erreur de partir aux sports d'hiver avec sa famille aux frais de l'État. Cela a un peu entamé sa popularité. Mais il conserve un atout majeur : il n'a de rival ni dans son camp, ni chez ses adversaires. Une énorme responsabilité pèse sur ses épaules.

Une question reste ouverte : quelle est sa véritable épaisseur ? Tout le monde se la pose, en Italie comme en Europe. À l'issue de son semestre de présidence de l'Union, beaucoup de chefs d'État ou de gouvernement se sont demandé quelle était sa véritable connaissance des dossiers et s'il travaillait assez. Mario Monti aimait citer le démocrate chrétien Alcide de Gasperi : « L'homme politique, c'est celui qui pense aux prochaines élections ; l'homme d'État, c'est celui qui pense aux prochaines générations. » Personne n'est encore en mesure de dire si Matteo Renzi est un homme politique ou un homme d'État.

POUR EN SAVOIR PLUS

Un entourage jeune

Une des grandes questions à propos de Matteo Renzi est celle de savoir quelle est la compétence de son équipe. Il s'est entouré de gens plutôt jeunes. Giorgio Napolitano lui a imposé un ministre de l'économie et des finances de soixante-quatre ans, Pier Carlo Padoan. Sinon, il a choisi pratiquement toute son équipe. Elle se compose de trois cercles. Le premier est celui de ses fidèles, comme Maria Elena Boschi, aujourd'hui âgée de trente-trois ans, avocate sans grande expérience politique, qui s'est révélée une excellente ministre des réformes. Beaucoup d'observateurs romains considèrent que ce sont des gens qui découvrent les réalités. Le deuxième cercle se compose de personnes ayant une petite expérience politique, telle Federica Mogherini, nommée d'abord ministre italienne des affaires étrangères, puis haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Le troisième cercle est formé de personnes ayant davantage d'expérience, comme Graziano Delrio, vice-président du Conseil, Pier Carlo Padoan (Finances), technicien marqué à gauche parce que proche collaborateur de Massimo D'Alema, ou Dario Franceschini (Culture). On peut se demander si Renzi ne s'est pas délibérément entouré de gens relativement peu expérimentés pour mieux concentrer le pouvoir entre ses mains.

Contre une coalition des pays de l'Europe du Sud

Pendant la campagne des élections européennes, Matteo Renzi a tenu deux discours contradictoires. D'un côté, il a critiqué l'Union européenne, surfant sur le sentiment de plus en plus anti-européen des Italiens. Le pays le plus europhile est devenu en quelques années l'un des plus eurosceptiques. Aux élections législatives de 2013, trois partis ont fait de l'Europe leur bouc émissaire : la Ligue du Nord, le mouvement Cinq étoiles de Beppe Grillo et une partie de Forza Italia. Matteo Renzi a, lui aussi, critiqué l'Europe des banques, de l'administration, de l'austérité. En même temps, il s'est présenté comme un grand Européen, se disant en faveur des États-Unis d'Europe. Comme Mario Monti et Enrico Letta, il est contre l'idée d'une coalition des pays de l'Europe du Sud. Quand Alexis Tsipras est venu à Rome, puis à Paris, Renzi et François Hollande ont tenu le même discours : la victoire de Syriza permet de remettre sur la table la question de l'austérité, mais la Grèce doit faire les réformes de structures indispensables. Le rapport avec la France est très compliqué. Renzi se défie d'une France qui ne pense qu'à sa relation privilégiée avec l'Allemagne. L'Italie elle-même pense à l'Allemagne autant sinon plus qu'à la France. Elle ne souhaite pas faire partie d'une coalition des pays du Sud. Rome se flatte de faire des réformes. Sous entendu : Paris n'en fait pas. Sur la réforme du marché du travail, les Italiens sont allés beaucoup plus loin que la loi Macron.

Effritement du parti de Beppe Grillo

En 2013, Beppe Grillo est arrivé en tête aux élections. Le mouvement Cinq étoiles devenait le premier parti de l'Italie avec plus de 25,5% des votes. Un tremblement de terre. Mais une fois les députés et sénateurs de ce mouvement élus, s'est posée la question de ce qu'ils faisaient. Très vite, de fortes divisions internes sont apparues. Certains étaient prêts à voter des dispositions comme la réforme du Sénat, d'autres pratiquaient l'obstruction systématique, parfois de manière violente. Il est arrivé qu'on en vienne aux mains dans l'hémicycle de chaque chambre. En interne, les affrontements ont été très vifs sur un certain nombre de questions. Beppe Grillo tranchait par l'exclusion de ceux qui étaient en désaccord avec lui. Sur l'immigration, par exemple, il est sur une position d'extrême droite. Il surfe sur l'hostilité aux immigrés, en particulier les Roumains, qui sont 800 000 en Italie. C'est la plus grande communauté étrangère devant les Marocains, les Chinois, les Ukrainiens, les Philippins. Une quarantaine de députés et sénateurs ont quitté le groupe. Certains ont rejoint le Parti démocrate. D'autant que Renzi a lui-même attiré des élus du mouvement Cinq étoiles par son discours populiste, la dénonciation de la vieille classe politique, sa jeunesse relative par rapport à Beppe Grillo, dont l'électorat est jeune. Toutefois, le M5S reste assez haut dans les sondages et constitue aujourd'hui la deuxième force derrière le PD et devant Forza Italia et la Ligue Nord.

Forza Italia en déclin

Silvio Berlusconi est âgé et sur le déclin. La seule chose qui l'intéresse est de sauver son groupe et de se sauver de la justice. Il sait que la politique, pour lui, c'est terminé. Il ne veut pas finir comme Bettino Craxi, exilé aux Bahamas. Son groupe de presse se porte très bien. Jamais les ressources publicitaires de Fininvest n'ont été aussi importantes. D'où les soupçons d'accords secrets avec Renzi, ce dernier ayant

diminué les dotations budgétaires de la Rai. Berlusconi n'a pas de successeur à Forza Italia, qui est divisé. Personne ne s'impose comme leader, mais subsiste le « berlusconisme », ensemble d'attitudes, de comportements, de valeurs. Renzi l'a compris. Il en capte une partie sur les thèmes de la libre entreprise, de la modernité. Dans l'ensemble, le centre droit est dans une situation catastrophique. Une partie a quitté Berlusconi en 2011 pour former le Nouveau centre droit, avec Angelino Alfano, actuel ministre de l'intérieur. Mais ce parti représente moins de 2,5% de l'électorat. Les berlusconiens modérés sont en train d'être satellisés par Matteo Renzi. Berlusconi ne tient ce qui reste de son parti que par l'argent.

Un pays en grande difficulté

La situation de l'Italie est très préoccupante. Entre 2008 et 2014, le PIB a reculé de 9,5%. Un certain optimisme prévaut aujourd'hui, parce qu'une légère embellie se dessine au niveau global de l'Union européenne. Le commerce extérieur italien reste dynamique. Certains économistes disent que c'est à cause de l'atonie du marché intérieur, d'autres valorisent les performances économiques. La balance commerciale est largement excédentaire. Les grandes difficultés italiennes sont la question des infrastructures, qui décourage les investissements, la lourdeur bureaucratique, la corruption, la criminalité organisée, la faible productivité, l'absence de grands groupes et la très faible part de la recherche et du développement. Sur le plan de la formation, l'Italie est le pays d'Europe qui a le plus faible pourcentage de jeunes entre dix-huit et trente ans ayant le niveau master (12,5% de la population). Elle n'a pas investi sur l'avenir de gens qualifiés et diplômés. Cela compromet son développement à long terme. En outre, le contraste Nord-Sud est de plus en plus béant. La situation du Mezzogiorno devient littéralement dramatique.

Pas de politique industrielle nationale

Il n'y a pas, en Italie, de volonté de politique industrielle nationale. Quelques groupes anciennement ou toujours nationalisés subsistent, dont l'Eni (hydrocarbures), l'Enel (électricité), Finmeccanica (aérospatiale), Ferrovie dello Stato (chemins de fer) en voie de privatisation. L'État souhaite aider au développement des entreprises petites et moyennes, mais il n'y a pas de planification. L'Italie n'en veut pas car cela rappellerait la période fasciste. Il en résulte un énorme défaut d'anticipation des élites italiennes. Depuis 2008, de très nombreuses petites entreprises ont fait faillite et beaucoup de chefs d'entreprise se sont donné la mort. Les PME qui subsistent évoluent très vite. Celles qui fabriquaient le textile, les chaussures, l'ameublement bon marché abandonnent ces productions, concurrencées par la Chine et l'Inde. Elles montent en gamme, se tournent vers des produits de haute technologie, délocalisent leurs activités là où la main d'œuvre est moins chère, notamment dans les pays de l'ancien bloc communiste. Elles visent désormais une clientèle haut de gamme. L'agro-alimentaire, pour sa part, se porte bien.

L'immigration, question explosive

La question de l'immigration est explosive. L'Italie a un énorme problème démographique. C'est, avec

l'Allemagne, le pays d'Europe qui a le plus bas taux de natalité. Il ne veut pas mettre la démographie au cœur du débat public. Le fascisme ayant instauré une politique nataliste, l'Italie moderne s'y refuse. Quelques timides mesures de politique familiale ont cependant été initiées, d'abord par le gouvernement de Silvio Berlusconi, puis par celui de Romano Prodi. Mais il n'y a ni crèches, ni incitations fiscales, ni véritables allocations familiales. En 1975 pour la première fois, il y a eu plus d'immigration que d'émigration. Le mouvement s'est accéléré à partir des années 1990. En vingt ans, les immigrés qui ont afflué sur l'île de Lampedusa n'ont été « que » 120 000. Pour une île de 5 000 habitants, c'est considérable. Mais, dans l'immense majorité des cas, ces immigrants sont des réfugiés qui demandent le droit d'asile. L'immigration massive déferle sur 9 000 kilomètres de côtes. Il y a actuellement plus de 3,8 millions d'étrangers résidant régulièrement en Italie, sans parler de ceux qui sont en situation irrégulière. Ils viennent d'abord de Roumanie, puis du Maroc, de Chine, d'Ukraine, des Philippines et se répartissent dans toute l'Italie, plus dans le Nord que dans le Sud. Il n'y a pas de grandes concentrations comme en France. Les immigrés sont embauchés, souvent au noir, par de petites entreprises. Ils font les travaux que les Italiens ne veulent plus faire. Ils souhaitent rester. La Ligue du Nord a fait de la xénophobie son cheval de bataille. On entend des propos racistes d'une extrême violence, mais l'intégration commence à se faire. Les associations catholiques comme Caritas jouent un rôle essentiel pour cela. Et l'on note aussi une progression des mariages mixtes (environ 15%). Le pays devient multiculturel. Le catholicisme reste dominant, mais l'orthodoxie devient la deuxième religion, suivie par l'islam. La grande majorité de la Conférence épiscopale italienne se prononce pour un dialogue inter-religieux. Le fond chrétien reste très fort en Italie. Le même chef d'entreprise qui tient des propos racistes peut accueillir chez lui pour la nuit un étranger dormant dans la rue. Bien que la majorité des Italiens ne veuille ni le voir ni l'accepter, les immigrés progressent dans la société. Selon l'Istat, il y a aujourd'hui 170 000 chefs d'entreprise d'origine étrangère en Italie. La ville symbole du textile italien, Prato, près de Florence, est devenue chinoise. Actuellement, 15% des enfants qui naissent en Italie sont étrangers. Or le droit de citoyenneté est un droit du sang. Matteo Renzi est en faveur d'un droit du sol, comme l'était le l'ex-président Napolitano, en s'inspirant du modèle mis en place par Gerhard Schroeder en Allemagne.

Une diplomatie pro-russe

Dans la crise ukrainienne, la diplomatie italienne est pro-russe. Pour le moment les Ukrainiens d'Italie n'ont pas manifesté contre une position dictée uniquement par des intérêts économiques. Le gaz constitue un enjeu important. L'ENI est très implanté dans la partie asiatique de la Russie. Et les entreprises italiennes sont le deuxième partenaire commercial des pays de l'ancienne Union soviétique. Les Italiens ont toujours été hostiles aux sanctions contre la Russie.